

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - TROISIÈME ANNÉE - 5-2-1973 - N° 92^{bis}

1 F

qu'est-ce-que la naf?

Nous comprenons qu'on nous combatte, car la vie politique est faite de passions. Nous demandons d'abord qu'on nous lise et qu'on nous écoute.

La N.A.F.? Un drôle de sigle pour un drôle de mouvement. Il se situe dans la ligne de Charles Maurras et de « l'Action Française » : il est donc royaliste.

Des royalistes en 1973? Au siècle de l'atome et de la conquête de la Lune, ça ne paraît pas très sérieux; on imagine des petits marquis nostalgiques ou alors une nouvelle variété de fascistes.

Pourtant, quand la « Nouvelle Action Française » s'est créée voici bientôt deux ans, la presse a parlé de « royalistes gauchistes ». C'est à n'y rien comprendre.

Ce n'est pourtant pas difficile, dès lors qu'on accepte de sortir des classifications politiques traditionnelles. Car la N.A.F. n'est ni de droite, ni de gauche, ni du centre. Elle rejette les vieux partis qui ne savent que profiter du système au détriment des citoyens. Elle rejette le jeu démocratique parce qu'on ne joue pas avec l'avenir d'un pays et avec la vie de ses habitants. Elle rejette, comme elle le montre dans ce numéro, les fausses solutions qui ne témoignent que d'une basse démagogie et d'une volonté acharnée de conserver les bonnes places — ou de s'y installer.

La « Nouvelle Action Française », c'est autre chose qu'un parti. Ce n'est pas une coalition d'intérêts soutenue par le patronat ou par l'étranger. Elle vit pauvrement mais librement.

Le combat qu'elle mène est celui d'aujourd'hui. Les problèmes dont elle se préoccupe sont ceux

de notre présent et de notre avenir. La collection de son journal en témoigne. Partout elle a été présente pour soutenir ceux qui n'acceptent plus cette société inhumaine qui est la nôtre : en Bretagne avec les grévistes du « Joint Français », en Alsace avec les travailleurs des « Potasses », dans toutes les régions où les Français rejettent la centralisation étatique et la dictature des grandes firmes capitalistes.

Sans cesse elle est intervenue pour dénoncer les vices du système actuel et les projets fumeux que le pouvoir cherchait à imposer : lorsque les scandales ont recouvert de boue certains membres de la classe politique, la N.A.F. a su remonter aux véritables causes, qui ne tiennent pas seulement à la faiblesse des hommes ni aux caractéristiques d'un parti, mais au système démocratique tout entier.

Lorsque le pouvoir a organisé son référendum sur l'Europe, la N.A.F. a été, en dehors du Parti communiste, la seule organisation politique à dire non à l'Europe des technocrates et des grandes firmes capitalistes.

Activisme sommaire d'une petite minorité incapable de sortir du ghetto où l'enferment ses idées? C'est oublier que durant une année, dans ses colonnes, la N.A.F. a ouvert une enquête sur la monarchie, à laquelle ont répondu des personnalités aussi diverses que Georges Montaron ou Roland Laudénbach, Jacques Laurent, Jean-François Chiappe, Gabriel Matzneff ou Edgard Pisani. De cette enquête va naître un livre, mais d'elle est déjà partie une grande espérance, et une meilleure clarté sur les solutions des problèmes de ce qu'on nomme la « société bloquée » et qui n'est

qu'une traduction pudique d'une tyrannie bureaucratique et anonyme qui se généralise sous le masque de la prétendue « volonté générale ».

Faute d'une tête vivante, indépendante des compétitions électorales, l'Etat manque d'un arbitre et se trouve dans l'incapacité d'établir et de rendre cette forme première de justice sociale qui s'appelle tout simplement la justice. Ce n'est nullement être nostalgique du passé que de constater que faute d'un Prince, c'est aujourd'hui l'argent qui règne, qui asservit, qui corrompt et qui enseigne.

Le combat de la N.A.F. continuera et plus encore que par le passé. Car les élections ne résoudront rien, les états-majors politiques ne posant pas les véritables problèmes qu'ils seraient au demeurant bien incapables de résoudre.

— Seule une transformation radicale des institutions politiques d'abord, du système économique ensuite, peut libérer les Français de la condition absurde et inhumaine qui leur est faite dans leur vie quotidienne.

— Seule une transformation radicale du système actuel peut permettre à notre nation de redevenir ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : une amitié et une communauté protectrice.

Nous avons la liberté d'esprit et la tranquillité ferme de ceux qui n'espèrent, ne demandent, ne recherchent, ne convoitent rien pour eux-mêmes. Nous comprenons qu'on nous combatte, car la vie politique est faite de passions. Nous demandons d'abord qu'on nous lise et qu'on nous écoute.

Et si le lecteur de ces lignes trouve dans nos analyses un écho à ses préoccupations quotidiennes, à ses interrogations sur l'avenir, qu'il ne se contente surtout pas de nous lire. Nous lui souhaitons d'avoir le courage de rejoindre, en connaissance de cause, notre combat pour une société plus juste et plus humaine.

G.-P. WAGNER.

n.a.f. : bulletin d'abonnement

Abonnement d'essai
(12 numéros) 10 F

Abonnement normal (1 an) 45 F

Abonnement de soutien 100 F

NOM
Prénoms
Adresse
.....
Code postal
Profession

A renvoyer à la naf, 17, rue des
petits-champs, 75001 paris
ccp paris 642-31.

Directeur de la Publication
Yvan AUMONT

Imprimerie
DESIGN-GRAPHIC

des programmes pour quoi faire ?

cuisine électorale

On va voter. Théoriquement sur un programme. Celui de la « majorité », énoncé par Pierre Messmer à Provins, ou celui de la gauche « unie ». Ou sur d'autres encore. Il y en a tant que l'on s'y perd, malgré quelques formules frappantes qui retiennent l'attention.

C'est que la technique du programme électoral obéit à quelques règles très simples, que tout bon chef de parti doit appliquer. Chaque Français doit les connaître, au cas où il voudrait un jour faire carrière dans la politique. A moins que cette cuisine lui paraisse finalement peu ragoûtante.

Voici donc, en exclusivité, la recette du bon programme :

OBJECTIF

Gagner des voix. Avant toute campagne, les deux grandes coalitions peuvent compter sur 40 % des voix environ. Reste à conquérir la petite frange d'électeurs qui emportera la décision. Ces voix se situant un peu partout, la manœuvre est délicate. La méthode doit donc être parfaitement au point.

MÉTHODE

Première règle : quand on est un parti de droite, il faut s'étendre sur sa gauche, en montrant par un ensemble de propositions vagues que c'est la droite qui est à gauche (cf. Messmer : « *Le changement c'est nous* »). Le plus simple en ce cas est de recopier certaines parties du programme de la gauche en doublant la mise (exemple : la gauche propose de construire 1.000 crèches, le gouvernement 2.000).

Quand on est à gauche, il faut au contraire rassurer la droite en lui montrant que les réformes proposées ne constituent en aucun cas un bouleversement de nature révolutionnaire (cf. les déclarations de Marchais sur le thème : « *L'ordre, c'est nous* »).

Deuxième règle : « tout promettre et ne rien omettre ». Ou si l'on préfère les maximes : « *Demain on rase gratis* ». Il est donc essentiel de traiter tous les sujets (en quelques lignes seulement car on ne sait pas ce qu'on fera vraiment et combien cela coûtera) sans oublier personne : jeunes, vieux, salariés et retraités doivent avoir l'impression que le paradis sur terre est tout proche.

CAS PARTICULIER

C'est celui du programme de coalition, élaboré par deux partis aux doctrines radi-

calement différentes sur plusieurs points.

Solution : noyer le poisson sous un flot de phrases creuses (exemple parfait : le « programme de la gauche », en particulier pour la politique étrangère et l'autogestion).

RÉSULTAT

Il dépend du degré de conscience politique des citoyens : les naïfs verront dans les programmes des promesses sérieuses et fermes. Les autres les jugeront pour ce qu'ils sont : des *chèques en blanc sur l'avenir*, signés par une classe politique qui entend rester au pouvoir ou y accéder.

Les programmes électoraux ne renseignent en aucune façon sur la politique post-électorale des partis, qui dépendra des contraintes politiques et économiques du moment :

— que ferait la « majorité » actuelle si elle devait s'allier demain aux « réformateurs » ?

— et que ferait la gauche « unie » en cas de crise constitutionnelle ?

Les données du problème seraient modifiées et les programmes apparaîtraient comme des *actes purement gratuits*.

Mais une chose est sûre : à force de vouloir faire plaisir au « parti frère », à force de vouloir séduire l'électeur, les programmes se contentent d'énoncer des mesures qui touchent uniquement à la *gestion* du pays. On a vu leur imprécision, et de quelle alchimie elles procédaient. On verra ci-contre que les programmes électoraux jettent de la poudre aux yeux quand, par hasard, ils touchent à l'essentiel : la nation, l'Etat et la vie des citoyens.

institutions : le piège

Du côté du parti au pouvoir, mystère total sur la manière de résoudre un problème constitutionnel qui deviendrait critique en cas de victoire des partis d'opposition.

Dans l'opposition de gauche, trois pages médiocres du « programme commun » : des affirmations banales, tirées de la lettre même des textes constitutionnels (« *le gouvernement conduit la politique de la nation* »), des réformettes destinées à accroître les droits du Parlement (M. Mitterrand a sans doute oublié la IV^e République), et une proposition présentée comme le remède-miracle.

L'idée géniale de la gauche, la recette infallible de la stabilité, est en fait la vieille tarte à la crème du « contrat de législature ». L'idée est simple, voire simplissime : au début de la législature, chaque parti signe un *contrat* portant sur une politique précise, qu'il s'engage à respecter et à appliquer. Dès lors plus de crise possible, du moins théoriquement.

Mais imaginons qu'un fait nouveau, en France ou dans le monde, exige la réorientation de la politique gouvernementale dans des conditions qui ne sont pas prévues dans le contrat, et sur lesquelles les partis coalisés ne sont pas d'accord : la crise surviendra inmanquablement, entraînant la chute du gouvernement.

La recette du « contrat de législature » est donc mauvaise, comme d'ailleurs toutes celles qui s'efforcent d'améliorer le fonctionnement du système constitutionnel.

La raison en est simple : toutes nos constitutions, depuis 1791, reposent sur des principes qui sont catastrophiques dès que l'on essaie de les mettre en pratique.

Depuis la Révolution, on a tout essayé : régimes présidentiels comme ceux de l'An III ou de 1848 ; régimes parlementaires comme ceux de la III^e et de la IV^e République. Pour ne prendre que ces quatre exemples, les deux premiers ont abouti à des dictatures (Napoléon I^{er} et Napoléon III) et les seconds à une instabilité ministérielle chronique engendrant l'immobilisme le plus total.

Toutes nos constitutions ont fait faillite et celle que nous connaissons actuellement risque de voler en éclats en cas de victoire de l'union de la gauche. Que ferait en effet un Président de la République devant une Assemblée hostile ? Une dissolution manquée aboutirait à une situation insoluble, devant laquelle le Chef de l'Etat n'aurait plus qu'à se soumettre ou à se démettre.

Voilà un problème capital, que les programmes électoraux traitent à la légère parce qu'ils sont incapables de proposer des solutions. Il est tellement plus facile de faire de la surenchère sur le nombre de crèches à construire. Sans même que l'on puisse être sûr qu'elles soient construites !

changer la vie ?

« *Changer la vie* ». Tel est le titre du programme du Parti socialiste, repris dans un chapitre du « programme commun » de la gauche. Dommage que cette formule, véritablement novatrice, recouvre une marchandise aussi banale.

Sans doute le programme de la gauche, comme celui de la « majorité », promet-il monts et merveilles : hausse du pouvoir d'achat dans la stabilité des prix, augmentation du nombre d'H.L.M., diminution du temps de travail, politique des transports, déconcentration urbaine, etc. On ne peut qu'applaudir des deux mains... en espérant qu'il ne s'agit pas de promesses en l'air, comme celles que les différents partis politiques font depuis des années.

Depuis des années, on nous promet la décentralisation et la France demeure toujours aussi centralisée. Depuis des années, on proclame qu'il faut contenir le développement de Paris et la capitale ne cesse de s'étendre, se transformant peu à peu en ville de bureaux qui attirent chaque jour des millions de travailleurs parqués dans les banlieues. Depuis des années, on nous promet la stabilité des prix et l'inflation ronge toujours le pouvoir d'achat des Français.

Demain sera-t-il meilleur qu'aujourd'hui ? On voudrait le croire, mais on ne peut l'espérer. On n'a jamais fait de la bonne politique avec de simples intentions, aussi généreuses soient-elles : l'Etat est soumis à une logique impérieuse qui le pousse à s'étendre sans cesse, et l'économie tout entière est dominée par la mystique technocra-

aujourd'hui plus de biens matériels, de plus en plus utiles, et que le consommateur achète parce qu'il est conditionné par la publicité. Qui achète beaucoup doit beaucoup travailler et souvent la diminution du temps de travail a pour seule conséquence de permettre aux travailleurs de prendre un second métier.

Qui nous libérera du cycle infernal qui fait que le Français d'aujourd'hui travaille (temps de transport compris) autant que le prolétaire du XIX^e siècle ? Qui nous libérera de la contrainte de la publicité, qui force les consommateurs à acheter les produits inutiles, médiocres ou dangereux ? Qui nous libérera de l'Etat qui envahit tout, même notre vie privée ?

Certainement pas la « majorité », qui s'accommode fort bien de ce système, qui en vit même grassement, et qui se préoccupe uniquement d'en améliorer l'efficacité. Certainement pas la gauche « unie » qui se pose en simple gérante du système inhumain que nous subissons. *Changer la vie ?* Ce n'est pour elle qu'un slogan électoralement payant, qui donne à ces réformateurs à la petite semaine une très légère teinture « gauchiste ». Peine perdue d'ailleurs, car les gauchistes savent parfaitement que la « social-démocratie » a toujours été la pire ennemie du peuple.

Que la gauche l'emporte ou que la « majorité » reste en place, la vie n'en changera pas pour

l'entreprise, une participation effective des travailleurs. Le travail peut redevenir créateur et les loisirs satisfaisants. Les régions peuvent renaître et les communautés humaines s'épanouir.

Tout cela est possible à une condition : qu'on libère les Français de l'Etat centralisateur, technocratique et prisonnier des groupes de pression capitalistes. Oui, tout pourrait changer dans une France où l'Etat, réduit à son strict minimum, aurait reconquis son indépendance.

la nation dans la balance

Que serait la politique étrangère d'un gouvernement de gauche ? Ce ne sont pas les vœux pieux que formule imperturbablement le programme de la gauche qui pourront nous éclairer.

Une chose est sûre cependant : la France sera sans défense puisque la gauche veut arrêter la mise en place de la force de dissuasion. Voilà un des éléments positifs de la politique du général de Gaulle qui disparaîtrait. Cette position basement démagogique, odieuse et criminelle, montre que la bêtise n'est pas seulement à droite.

Pour le reste, le mystère plane. Que ferait un gouvernement de gauche vis-à-vis des problèmes du Proche-Orient ? On connaît les sympathies de M. Mitterrand pour le pays de Mme Meir et l'alignement du Parti communiste sur la politique de Moscou. Une belle crise en perspective, dont on ne peut prédire comment elle se résoudra. Mais il y a gros à parier que les intérêts des partis passeront avant ceux de la France.

Et du côté de la « majorité », contennera-t-on comme par le passé ? Ce n'est pas sûr, si les « pompidoliens » ont besoin de l'appoint des « réformateurs ». On connaît en effet M. Lecanuet, européiste frénétique et atlantiste convaincu, qui n'hésitera pas à exercer sur le gouvernement un chantage à la crise pour orienter la politique étrangère dans la direction qu'il souhaite lui faire prendre.

Ainsi, on risque d'en revenir à une politique étrangère inepte, voguant au gré des humeurs de parlementaires irresponsables, animés par la passion idéologique plus que par le souci de la France, et soumis aux groupes de pression étrangers. On a vu cela il n'y a pas si longtemps, sous la IV^e République.

La remarque n'est pas nouvelle : une politique étrangère suppose l'indépendance, la stabilité de l'Etat et la continuité de son action. Aussi, sauf quelques périodes exceptionnelles, toute politique étrangère est-elle interdite aux démocraties instables, inconstantes et dépendantes par nature.

Aussi a-t-on souvent vu l'étranger faire la loi dans une France décevante pour ses amis et ridicule aux yeux de ses adversaires. Et les Français n'y ont rien gagné d'autre que la honte des camouflets et les souffrances des défaites.

Reverrons-nous cela un jour ?

les nationalisations

La pièce maîtresse du « programme commun », qui fait frémir d'horreur le grand capitalisme, c'est bien sûr la nationalisation.

Quelle bouleversante nouveauté ! Les nationalisations, on en parle depuis 1920, et on en fait depuis 1936. Et quels bouleversants résultats ! On s'est aperçu que le procédé de la nationalisation conduisait en fait à remettre la firme entre les mains de l'Etat, et non entre celles des travailleurs. De plus, les nationalisations se sont traduites par un scandaleux gâchis économique, en particulier dans l'aviation civile, à la R.A.T.P. (140 milliards anciens de déficit par an) et à la S.N.C.F. (550 milliards de déficit annuel). C'est donc en définitive le contribuable qui paie la note. Quant aux travailleurs, ils ne font pas la différence, sur le plan des conditions de travail, entre une entreprise publique et une firme privée. Chez Renault comme ailleurs, c'est le même travail morne, usant, c'est la même exploitation de l'homme au nom de la sacro-sainte efficacité.

Voilà le bilan, qui n'est pas enthousiasmant.

Mais peu importe à la gauche « unie » qui prévoit dans son programme « l'extension et la démocratisation du secteur public ».

Démocratisation ? Elle sera réalisée, nous dit-on, par une « large autonomie de gestion », dans le cadre des orientations du Plan, et par l'accession « effective » des travailleurs aux « responsabilités ».

Cela s'appelle jeter de la poudre aux yeux. Au-delà des pétitions de principe et des phrases ronflantes, on voudrait tout de même savoir comment la nationalisation, parfois nécessaire, ne conduira pas, comme par le passé, à une étatisation ruineuse. Cela, on ne le saura pas parce que la gauche « unie » n'a pas réussi à se mettre d'accord : le Parti communiste est pour une « gestion démocratique » peu clairement définie, et le Parti socialiste pour une formule d'autogestion qu'il a du mal à mettre au point. Ainsi, les partis de gauche se disputent sur des formules mais ne savent pas où ils vont. Mais ils y vont tout de même !

La démocratisation du secteur public est donc une notion peu claire. *L'extension des nationalisations* l'est par contre tout à fait, puisque le « programme commun » donne la liste des entreprises qui n'y couperont pas.

Cette liste vaut ce qu'elle vaut, mais elle révèle un oubli curieux : voilà des années que la gauche dénonce les grands monopoles et elle en oublie un, qui est étranger de surcroît. Pourquoi la gauche a-t-elle oublié d'annoncer la nationalisation de l'entreprise I.B.M. qui, même aux Etats-Unis, est attaquée pour ses pratiques monopolistiques ? Il est vrai que le Parti communiste travaille avec cette entreprise, de même qu'il fait de fructueuses opérations avec une certaine banque privée...

Les voilà les purs, les braves défenseurs du peuple : avant même d'arriver au pouvoir, ils composent avec ce qu'ils dénoncent.

Que sera-ce s'ils y parviennent !

Ont collaboré à cette double page :

Michel Giraud.
Arnaud Fabre.
Bertrand Renouvin.
Marc Beauchamp.

autant. Le lendemain des élections, les Français iront à leur travail comme on va au bain, au milieu des embouteillages ou coincés dans le métro. Ils avaleront leur journée comme on avale de l'huile de foie de morue et rentreront chez eux tard dans la soirée, si tard qu'ils ne pourront même pas jouer avec leurs enfants. Ils compteront les semaines qui les séparent des vacances, du soleil qu'ils ne voient plus qu'au travers d'un halo de fumées, des enfants qu'ils ne connaissent que le temps d'un « week-end ». Et ils partiront en vacances, sans être sûrs d'arriver à bon port, car les routes sont étroites, les autoroutes encombrées, et parce que leur voiture (si chèrement acquise) n'est qu'un cerceau roulant. A la mer comme à la montagne, ils retrouveront l'univers technique, standardisé, massifié auquel ils tentaient d'échapper. Et ils se demanderont ce qu'on a fait de leur vie.

Les élections ne changeront pas la vie parce que la majorité vit du système et parce que la gauche vit dans le système. C'est donc le système tout entier qu'il faut contester, c'est donc autre chose qu'il faut imaginer.

Nous ne céderons pas, quant à nous, à la tentation du programme, nous contentant d'indiquer le vaste champ des possibilités.

Il est possible aujourd'hui de réorienter l'économie dans un sens qualitatif, il est possible de mettre fin à la dictature des marchands d'illusions et des technocrates, il est possible d'instaurer, dans

cette édition spéciale est disponible
diffusez-la autour de vous !

Adressez vos commandes à N.A.F.

50 exemplaires	10 F
100 exemplaires	20 F
500 exemplaires	60 F
1.000 exemplaires	100 F

élections - trahison !

« Le peuple en ses états », cette formule est plus qu'un slogan ; elle condense la plus légitime des revendications.

Des députés, pour quoi faire ? Au moins, sous la troisième et la quatrième, ils avaient une utilité : amuser le public. C'est si vrai que les Parisiens avaient fini par appeler gentiment le Palais-Bourbon, « le grand cirque ». Certains jours, cela valait le déplacement. On aurait pu y amener les petits enfants pour leur récompense. Le plus grave, c'est que dans ce cirque se décidait réellement la conduite des affaires du pays.

Mais aujourd'hui ? Les manifestants de mai étaient passés indifférents, sur les lieux où trente-quatre ans plus tôt on s'était battu pour faire trembler le pouvoir. La chambre des députés, en temps normal, n'intéresse plus personne. On peut se demander si elle intéresse les députés eux-mêmes. La plupart des débats se déroulent dans l'indifférence générale. Dans l'hémicycle, il y a rarement plus de trente à quarante présents.

Le Parlement exerce le pouvoir législatif ? Dix pour cent seulement des lois votées émanent de propositions parlementaires.

Tout de même, l'agitation électorale actuelle prouve que malgré son déclin, le Parlement détient la clef du pouvoir ? Effectivement, un changement de majorité mettrait en mauvaise posture le président de la République. Mais cela signifie en clair que le seul rôle des députés consiste à cautionner la politique présidentielle et que la seule façon pour eux de se mettre en vedette, d'exercer véritablement un rôle consiste à plonger le régime dans une crise institutionnelle en s'opposant au président.

En dehors de ce rôle de blocage institutionnel, le parlement n'exerce en fait plus aucune fonction. Cela est si vrai que M. Pompidou lui-même en faisait l'aveu il y a un an, en regrettant que les députés, plus proches des intérêts et des soucis des Français, ne jouent pas un rôle représentatif plus grand.

Mais ce rôle représentatif des intérêts des personnes et des communautés ne leur est même pas reconnu par la Constitution ! Les députés élus par la volonté générale sont censés représenter la nation entière !

LE SYSTÈME

Il est vrai que malgré cela les députés restent les derniers intermédiaires entre leurs électeurs et un Etat lointain qui tient dans ses mains le sort commun et privé de cinquante millions de Français.

En fait, seuls les puissants personnages qui font peu ou prou partie de ce club qui entoure le pouvoir et que Jean Ferniot appelle le « Tout-Etat », représentants des puissances d'argent, de la grande presse, de certaines centrales syndicales, etc., font vraiment entendre leurs voix et obtiennent gain de cause.

Gilles Martinet a pu écrire que le régime actuel constituait une synthèse entre une technocratie « industrialisatrice » et une classe politique « clientélisée ». D'un côté les cabinets ministériels où s'élabore la stratégie économique, de l'autre les hommes politiques prisonniers de l'Argent. Ce système a une

PEUPLE, PRENDS LA PAROLE

Avec l'Union de la gauche, ça changera, prétendent quelques hommes sincères. Nous ne le croyons pas. Faute de remettre en cause le système lui-même, la gauche, dans la meilleure hypothèse, infléchira la pratique technocratique dans un sens moins libéral et plus dirigiste. Le totalitarisme étatique continuera à sévir au profit d'une nouvelle classe dirigeante et d'appareils politiques partisans, souvent sectaires...

Le peuple, une nouvelle fois, sera floué.

C'est la grande supercherie de ce régime prétendument populaire que d'affirmer qu'il repose sur la volonté des citoyens. La monarchie française s'est appuyée pendant huit siècles sur un consensus populaire qui était d'une autre qualité ! C'est bien pourquoi d'ailleurs nous sommes monarchistes. Monarchistes parce que la monarchie est une institution pour le peuple, pour ses libertés, pour sa libre délibération en ses états.

Le peuple en ses états, cette formule est plus qu'un slogan, elle condense la plus légitime des revendications. Elle signifie que l'Etat doit libérer le terrain communal, régional, professionnel qu'il occupe sans aucun droit.

Le peuple en ses états, cela veut dire que le peuple ne doit plus être considéré comme une abstraction, mais pour ce qu'il est, dans sa réalité concrète, ses intérêts, ses communautés, ses aspirations à une vie meilleure.

La représentation parlementaire que l'on nous demande d'élire n'a rien à voir avec ce peuple-là. Elle ne constitue qu'une caution pour le « tout Etat » politicien, technocrate et financier.

Contre la comédie électorale, nous demandons donc au peuple de s'insurger pour prendre enfin la parole qui lui revient dans de véritables Etats généraux qui s'exprimeront devant un prince responsable, qui incarnera face aux prévaricateurs la justice, face aux politiciens le bien commun, face au peuple la seule garantie des libertés et d'une fraternité retrouvée.

Gérard LECLERC.

jeu électoral

Il est possible de ne pas voter... ou de voter. Tant de choses sont plus importantes ! Si vous voulez voter, nous vous proposons une manière de tester le moins mauvais candidat en lui attribuant un certain nombre de points par réponse positive aux questions ci-après. Il ne vous reste plus qu'à faire l'addition et à choisir, sans trop d'illusions, le candidat qui aura la meilleure note. Si aucun candidat n'atteint 12, il est préférable de ne pas voter, si aucun n'atteint 10 il est recommandé de s'abstenir.

1. Propose-t-il, concrètement, des mesures pour mettre fin aux ingérences de l'Etat dans la vie des Français, à la bureaucratie et à la centralisation ? 4 points
2. Son parti ou lui-même refuse-t-il d'être inféodé organiquement ou idéologiquement à une puissance étrangère (Moscou, Washington, Tel-Aviv, Pékin) ? 4 points
3. Refuse-t-il de dissoudre la nation dans un ensemble européen ? 4 points
4. Lui-même et son parti sont-ils indemnes de tout scandale ? 3 points
5. A votre avis, peut-il tenir les promesses qu'il vous fait ? 2 points
6. Est-il en mesure de dire l'origine des fonds qui servent à sa campagne électorale ? 3 points